

# M. Hanson veut savoir si nos soldats iront dans le Proche-Orient

**M. King dit que cela relève du haut commandement militaire — Ce qu'avait dit à ce sujet M. Ralston — La politique du blé — M. Lapointe, le principe du divorce et la procédure**

## DE \$75 MILLIONS A \$3 MILLIARDS ET DEMI

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 8-IV-41. — Au début de la séance de l'après-midi, M. Mackenzie King a donné lecture d'une longue déclaration écrite sur la situation créée en Europe par l'invasion de la Yougoslavie et de la Grèce par les troupes allemandes. La conquête de l'Europe par l'Allemagne aurait des conséquences sérieuses pour l'Amérique, dit M. King. "Bien qu'il n'en doive pas nécessairement résulter une tentative d'invasion militaire de notre continent, a-t-il dit, cela placerait l'Amérique du Nord, grâce à la concurrence des modes de vie, dans un isolement économique et l'obligerait à recourir aux méthodes des Etats totalitaires dans sa lutte pour la survivance". Cette remarque du premier ministre a peut-être la valeur d'un avertissement. Le "nouvel ordre européen" ne manquerait pas de hâter l'établissement d'un "nouvel ordre américain".

### Dans le Proche-Orient ?

M. R.-B. Hanson a demandé à M. Mackenzie King si le gouvernement songe à faire participer le Canada au conflit qui se déroule dans le Proche-Orient. Le premier ministre lui a répondu que l'emploi des troupes est question qui relève de la compétence du haut commandement militaire. Or, le 1er avril dernier, le ministre de la Défense nationale, M. J.-L. Ralston, disait que l'affectation des troupes canadiennes relève du gouvernement d'Ottawa. Il s'ensuit une légère contradiction entre MM. King et Ralston. Mais peut-être ont-ils tous deux raison, puisque le gouvernement canadien approuverait d'emblée tout ce que décréterait le haut commandement militaire. Reste à voir comment les événements de Yougoslavie et de Grèce modifieront notre politique de participation à la guerre.

### Gros achat de lard fumé

Au cours du débat sur le blé qui a battu son plein toute la journée, le ministre de l'Agriculture a annoncé que la Grande-Bretagne achètera 28,000,000 de livres de bacon de plus que le contingentement prévu par l'accord anglo-canadien de l'automne dernier. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement canadien a décidé d'inciter les producteurs de blé de l'Ouest à réduire leurs emblavures et de les encourager à produire des grains qui serviraient à l'alimentation des animaux. Le ministre a fait cette déclaration alors que les députés de l'Ouest ne se gênaient nullement de critiquer la nouvelle politique ministérielle du blé. Ces députés ont été les seuls à prendre part au débat dans une Chambre aux trois quarts vide. La discussion n'a presque pas apporté d'aperçus nouveaux sur le problème économique auquel les trois provinces des Prairies doivent faire face. Chose évidente, les gens de l'Ouest n'aiment pas la politique ministérielle. Les gens de l'Est ne l'aiment pas non plus. En somme, seul le gouvernement lui trouve des avantages.

### La politique du blé

On a révélé que deux ministres parleront prochainement à la radio pour expliquer le programme de culture du blé et des grains secondaires. M. MacKinnon, ministre du Commerce, parlera ce soir à 11 heures 15 et M. J.-G. Gardiner parlera un autre jour. Le gouvernement se rend compte du fait que sa politique n'est pas comprise. Hier après-midi, M. A.-H. Bence, député conservateur de Saskatoon, a prétendu que tout le mal vient de ce

(Suite à la page six)

# A Ottawa

(Suite de la première page)

qu'il y a deux ministres qui s'occupent du blé: le ministre du Commerce et celui de l'Agriculture. Il a suggéré à M. Gardiner d'assumer l'entière responsabilité de la politique du blé. Si M. Gardiner a trop de travail, qu'il abandonne le ministère des Services de guerre pour ne s'occuper que de l'agriculture. C'est vers M. Gardiner que les producteurs de blé de l'Ouest jettent les yeux. C'est lui qu'ils tiendront responsables du succès ou de la faillite du programme ministériel.

## A propos de divorce

Au début de la séance, la Chambre des communes a approuvé d'un seul coup vingt-neuf bills de divorce adoptés auparavant par le Sénat. M. Karl Homuth, conservateur de Waterloo-Sud, a protesté contre aussi rapide procédure. Il a soutenu que c'est là "un massacre massif de foyers". D'après lui la Chambre ne devait pas approuver ces divorces à l'aveuglette, sans connaître les circonstances de chaque cas en particulier. M. M.-J. Coldwell, leader de la C. C. F., a ajouté que des députés protestent assez souvent contre pareille procédure. Ne pourrait-on trouver une méthode plus satisfaisante de traiter les bills de divorce? M. R.-B. Hanson, chef conservateur, n'était pas de cet avis. L'adoption de ces bills est l'une des nombreuses tâches du Parlement et la Chambre se doit de s'en décharger comme d'habitude.

Le ministre de la Justice, M. Ernest Lapointe, a alors rappelé que les parties intéressées, dans ces cas de divorce, viennent de toutes les provinces qui n'ont pas de tribunaux de divorces. Aussi ces personnes doivent en appeler au parlement fédéral pour obtenir ce qu'elles désirent. "Je suis plus opposé au divorce que les honorables députés qui viennent de prendre la parole, a dit M. Lapointe. Il s'agit simplement, en l'occurrence, de voter ces bills en première lecture. Lorsque ces projets de loi viendront à l'étape de la deuxième lecture, ce sera le moment convenable de s'opposer au principe des bills et je m'y opposerai. La procédure actuelle tend à épargner du temps à la Chambre". Après ces explications, la Chambre a approuvé, en bloc, les vingt-neuf bills de divorce. La question rebondira lorsqu'on proposera l'adoption en deuxième lecture.

## La hausse de notre dette

A M. W.-R. Aylesworth, député conservateur de Frontenac-Addington, le gouvernement a fourni des renseignements intéressants relativement à la dette nationale. On peut suivre ainsi la progression de la dette nette du Canada: 31 mars 1868, \$75,757,134; 31 mars 1896, \$258,497,432; 31 mars 1911, \$340,042,052; 31 mars 1921, \$2,340,878,983; 31 mars 1940; \$3,271,259,647. On connaîtra bientôt le chiffre de la dette nette au 31 mars 1941. Le gouvernement devra augmenter de nouveau la dette d'une façon considérable. On laisse entendre qu'il lancera un emprunt formidable au début de juin, un emprunt qui doit atteindre, dit-on, la somme de \$700,000,000. Les obligations seraient faites aux environs du pair et porteraient un intérêt de trois pour cent. Le ministère a jeté les fondements d'une vaste organisation nationale, qui prendra la responsabilité d'assurer le succès de l'emprunt.

Léopold RICHER

## Promesse d'un chef croate

Rome, 8 (A.P.) — Le Dr Ante Pavelitch, chef extrémiste croate, qui avait été accusé d'avoir organisé l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille en 1934 et qui s'était réfugié en Italie pour échapper aux autorités françaises, vient de promettre au premier ministre Mussolini l'appui de ses partisans contre le gouvernement yougoslave. Il a exprimé l'espoir de voir naître une république croate indépendante à la suite de la guerre de l'Italie contre la Yougoslavie.